

Commissions

Suivi législatif

COMITÉ PARLEMENTAIRE CHARGÉ DU SUIVI LÉGISLATIF

Présidents : M. Patrick Dewael et Mme Sabine de Béthune (S)

➤ **LUNDI 24 FÉVRIER 2014**

1. Échange de vues avec la ministre de la Justice et le ministre du Budget et de la Simplification administrative concernant le suivi d'une série d'arrêts de la Cour constitutionnelle et de remarques du Collège des procureurs généraux.

- L'échange de vues a eu lieu.

2. Analyse des réponses des commissions concernant les tableaux relatifs à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle de 2013 (du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2013).

- Le Comité a pris connaissance des tableaux transmis par les commissions.

3. Examen des requêtes introduites auprès du Comité : examen des requêtes dont le traitement a été reporté lors de la réunion du 13 janvier 2014.

- L'examen des requêtes a eu lieu.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : Mme Marie-Claire Lambert

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

1. Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, n° 3377/1.

- Rapporteur : Mme Catherine Fonck.

- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Pensions.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Un amendement a été introduit par M. Georges Gilkinet.

- L'amendement a été rejeté.

- Les articles ont été successivement adoptés sans modifications.

- L'ensemble du projet de loi, ainsi qu'un nombre de corrections d'ordre légistique et linguistique, a été adopté à l'unanimité.

2. Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives au régime de pension des travailleurs salariés compte tenu du principe de l'unité de carrière, n° 3378/1.

Proposition de loi jointe :

Proposition de loi (Kattrin Jadin, Valérie Warzée-Caverenne, Daniel Bacquelaine, David Clarinval, Valérie De Bue) visant à supprimer la règle de l'unité de carrière dans le calcul des pensions des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, n° 2182/1.

- Rapporteur : M. Bruno Van Grootenbrulle.

- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Pensions et de Mme Valérie De Bue.
- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles du projet de loi a eu lieu.
- Aucun amendement a été introduit.
- Les articles du projet de loi ont été successivement adoptés sans modifications.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi qu'un nombre de corrections d'ordre légistique et linguistique, a été adopté à l'unanimité. Par conséquent la proposition devient sans objet.

3. Projet de loi modifiant l'article 68, § 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, n° 3379/1.

- Rapporteur : M. Stefaan Vercamer.
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Pensions.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Aucun amendement n'a été introduit.
- Les articles ont été successivement adoptés sans modifications.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi qu'un nombre de corrections d'ordre légistique et linguistique, a été adopté à l'unanimité.

4. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé (art. 1 à 2, 5, 16, 57 et 67 à 80), n° 3349/1.

- Rapporteur : M. Stefaan Vercamer.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été introduits par le gouvernement et par M. Vincent Sampaoli et consorts.
- Les amendements et les articles, tels que modifiés, ont été successivement adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble des dispositions du projet de loi, ainsi qu'un nombre de corrections d'ordre légistique et linguistique, a été adopté à l'unanimité.

5. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de sécurité sociale (art. 1 5 et 7 à 18 et 36 à 51), n° 3359/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi modifiant l'article 115 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, n° 2172/1.
- Proposition de loi remplaçant l'article 115 de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance soins de santé et indemnités, concernant le report d'une partie du congé prénatal pour prolonger le congé postnatal, n° 2194/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara .
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles et de Mmes Fonck et Genot.
- La discussion générale a eu lieu.
- La discussion des articles a eu lieu.

- Des amendements ont été introduits par M. Jean-Marc Delizée et consorts, Mme Catherine Fonck et consorts et Mme Meryame Kitir et consorts .

➤ **MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

1. Projet de loi visant à adapter les réductions des cotisations patronales pour la sécurité sociale à la suite de la sixième réforme de l'Etat, n° 3354/1.

- Rapporteur : M. Bruno Van Grootenbrulle.
- Exposé introductif de la ministre de l'Emploi.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Mme Meryame Kitir et consorts a déposé un amendement.
- L'amendement et les articles, tels que modifiés, ont été successivement adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi qu'un nombre de corrections légistique et linguistique, a été adopté par 12 voix contre 2.

2. Projet et propositions jointes :

- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de sécurité sociale (art. 6 et 19 à 25), n° 3359/1.
- Proposition de loi modifiant l'article 115 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, n° 2172/1.
- Proposition de loi remplaçant l'article 115 de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance soins de santé et indemnités, concernant le report d'une partie du congé prénatal pour prolonger le congé postnatal, n° 2194/1.

- Rapporteurs : MM. Franco Seminara et David Clarinval.
- Exposé introductif de la ministre de l'Emploi et de Mme Genot.
- La discussion générale et la discussion des articles du projet de loi ont été poursuivies.
- Des amendements ont été déposés par le gouvernement, Mme Meryame Kitir et consorts, M. Jean-Marc Delizée et consorts et Mme Zoé Genot.
- Les amendements n°s 1 à 31 ont été adoptés.
- Les articles, tels que modifiés, ont été successivement adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi qu'un nombre de corrections légistique et linguistique, a été adopté par 11 voix contre 1 et 1 abstention. Par conséquent les propositions de loi jointes n°s 2172, 2194 et 2094 deviennent sans objet.

3. Projet de loi portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition, dans le régime de pension des travailleurs salariés, n° 3399/1

- Rapporteur : Mme Sonja Becq.
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Pensions.
- La discussion générale a été entamée.
- Des amendements ont été introduits par Mme Lieve Wierinck et consorts.

Prochaine réunion : mardi 11 mars 2014.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

➤ **MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

Projet de loi portant mesures d'optimisation des services de police et modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, n° 3375/1.
(Continuation, clôture et votes).

- Rapporteur : M. Eric Thiébaud.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. Arens et consorts et MM. Degroote et Bracke.

Prochaine réunion : mardi 11 mars 2014.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

1. Projet de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, n° 3357/1.

- Rapporteur : Mme Leen Dierick.
- La demande de M. Calvo de recueillir des avis écrits de CREG et ELIA a été rejetée par 10 contre 5 voix.
- Exposé du secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, moyennant certaines corrections techniques, est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

2. Projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, n° 3386/1.

- Affaire sans rapport (art. 89 du Rgt).
- Exposé du secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité.
- Aucune remarque n'a été formulée.
- Les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité, moyennant certaines corrections techniques.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de sécurité sociale (art. 26 à 35), n° 3359/1.

- Rapporteur : M. Joseph George.
- Exposé de la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture.
- Deux amendements ont été introduits par Mme Warzée et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- Les deux amendements ainsi que les articles 26 à 35, tels que modifiés, ont été adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble des dispositions du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

4. Proposition de loi (Vincent Van Quickenborne, Bart Somers, Frank Wilrycx) modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, en ce qui concerne la possibilité, pour une autorité communale, de refuser d'accorder un avis positif, n°s 2750/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Isabelle Emmery). (Avis à rendre à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique).

- Le projet d'avis a été distribué aux membres de la commission.

5. Projet de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 instituant le dépôt légal à la Bibliothèque royale de Belgique, n° 3287/1.

- Rapporteur : Mme Cathy Coudyser.
- Exposé du secrétaire d'Etat à la Politique scientifique.
- La discussion a été clôturée.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté, moyennant certaines corrections techniques, par 9 voix et 5 absentions.

6. Projet de loi portant insertion du Livre XVI, "Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation" dans le Code de droit économique, n°s 3360/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz).
Amendement du gouvernement.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été introduits par M. Peter Dedecker et consorts.
- Ces amendements ont été rejetés.
- L'amendement n° 1 du gouvernement ainsi que les articles, tels que modifiés, ont été adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi, tel que modifié et moyennant certaines corrections techniques, a été adopté par 9 voix et 4 abstentions.

7. Projet de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi relatif aux assurances, n° 3361/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Karel Uyttersprot).
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Ann Vanheste) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de clarifier les critères de segmentation, n° 785/1.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Philippe Blanchart, Olivier Henry) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en supprimant la possibilité de résiliation après sinistre par l'assureur, n° 230/1.
- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturés.
- 6 amendements ont été introduits par le gouvernement et un par M. George et consorts.
- Tous les amendements ainsi que les articles, tels que modifiés, ont été adoptés.

- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.
- L'ensemble du projet de loi, tel que modifié et moyennant certaines corrections techniques, a été adopté par 8 voix et 4 abstentions. Par conséquent les deux propositions jointes deviennent sans objet.

8. Projets de loi joints :

- Projet de loi portant insertion du livre XI, "Propriété intellectuelle" dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code - A déposer par le gouvernement.
- Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI "Propriété intellectuelle" du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins, n° 3392/1.
- Rapporteur : M. Bruno Tuybens.
- Exposé du vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord.
- La demande de M. Peter Dedecker pour organiser des auditions a été rejetée par 8 voix et 3 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 11 mars 2014.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

1. Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sonja Becq, Christian Brotcorne, Philippe Goffin, Renaat Landuyt, Manuella Senecaut) portant modification et complétant les dispositions transitoires de la loi du 1er décembre 2013 portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire, n°s 3342/1 à 3. (Vote sur l'ensemble, art. 82.1 Rgt.). (Rapporteur : Mme Laurence Meire).

Amendements de Mme Van Cauter et consorts, M. Van Hecke et Mme Boulet.

- La commission a discuté la note légistique technique.
- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendée et corrigée sur le plan légistique et technique, a été adoptée par 9 contre 5 voix.

2. Projet de loi modifiant la loi du 29 mars 2004 concernant la coopération avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux, n°s 3299/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Daphné Dumery).

Amendements du gouvernement.

- Le projet de loi a été discuté et les amendements ont été exposés.
- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés.
- L'application de l'article 82,1 du Règlement n'a pas été demandée.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé et corrigé sur le plan légistique et technique, a été adopté à l'unanimité.

3. Projet de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté, n°s 3145/1 et 2.

Avis du Comité d'avis pour l'Émancipation sociale.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Zoé Genot, Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke, Georges Gilkinet, Juliette Boulet, Eva Brems, Kristof Calvo) modifiant l'article 335 du Code civil en ce qui concerne l'attribution libre du nom de l'enfant, n° 469/1.

- Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de famille afin d'établir clairement la filiation avec la mère tout en préservant l'historicité de la filiation paternelle, n° 470/1.

- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Özlem Özen, Laurent Devin, Julie Fernandez Fernandez) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de la famille, afin de garantir la transmission de l'identité familiale par le port du double nom, n° 1386/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

- Des amendements ont été introduits par M. Brotcorne et consorts, Mmes Gerken et Genot M. Goffin et consorts et M. Landuyt et consorts.

- La discussion a été clôturée.

- Les amendements n°s 1 à 3 et 5 à 8 ont été adoptés.

- Des corrections légistiques techniques ont été apportées.

➤ **MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Prochaine réunion : mardi 11 mars 2014.

Comptabilité

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

Proposition de modification du statut du personnel du Collège des Médiateurs fédéraux.
(Continuation).

- La proposition a été approuvée par 6 voix et 1 abstention.

Sous-commission “Sécurité nucléaire”

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Président : M. Willem-Frederik Schiltz

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

1. Ordre des travaux.

2. Les conclusions de la mission “Integrated Regulatory Review Service” (IRRS) de l’Agence internationale de l’énergie atomique auprès de l’AFCN.

- Audition de M. Yvan Pouleur, directeur du département “Regulation, International Affairs and Development” de l’AFCN.

- Exposé introductif de M. Yvan Pouleur.

- Un échange de vues a eu lieu.

Droit économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

Ordre des travaux : examen de la liste des propositions de loi à examiner.

Prochaine réunion : mardi 11 mars 2014.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

1. Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l’établissement de taxes additionnelles sur des impôts régionaux, n° 3384/1.

- Rapporteur : M. Carl Devlies.

- Exposé du ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

- La discussion a été entamée.

- La discussion a été clôturée.

- Des amendements ont été introduits par M. Devlies et consorts.

- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés.

- Les articles ont été successivement adoptés.

- L’application de l’article 82,1 du Règlement n’a pas été demandé.

- L’ensemble du projet de loi, tel qu’amendé, est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

2. Projet de loi modifiant la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance, la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, n° 3395/001.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.

- Exposé introductif du ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

3. Projet de loi modifiant les articles 121 et 122 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en vue de régler les recours contre certaines décisions prises par la FSMA en vertu de la loi du relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées, n° 3394/001.

- Rapporteur : M. Christophe Lacroix.

- Exposé introductif du ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

4. Projet de loi relatif au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées, n° 3393/001.

- Rapporteur : M. Christophe Lacroix.

- Exposé introductif du ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

5. Propositions jointes:

- Proposition de résolution (Alain Mathot, Olivier Henry, Christophe Lacroix, Christiane Vienne) visant à améliorer le mécanisme du Tax Shelter, n° 2777/1.

- Proposition de loi (Alain Mathot, Isabelle Emmery, Olivier Henry, Olivier Destrebecq) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, relative à l'extension du tax shelter aux créations couturières et de design, n° 2655/1.

- Proposition de loi (Olivier Destrebecq, Philippe Goffin, Alain Mathot, Luk Van Biesen, Josy Arens) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, concernant l'extension du tax shelter, n° 2674/1.

- Proposition de loi (Olivier Destrebecq, Luc Gustin, Charles Michel, Luk Van Biesen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à instaurer un centre de contrôle spécialisé en matière de tax shelter, n°s 2906/1 et 2.

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci, Georges Gilkinet) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, réformant le Tax Shelter, pour un meilleur soutien à la création et à la diversité cinématographique, n° 3275/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen).

- Le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, a exposé la proposition de loi "Tax Shelter".

6. [Questions d'actualité au gouvernement.](#)

➤ **MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Alain Mathot, Dirk Van der Maelen, Christiane Vienne, Olivier Henry, Christophe Lacroix) visant à compléter le système "una via" par le renforcement des sanctions contre les intermédiaires liés à des fraudes et à des planifications fiscales agressives reposant sur des violations des règles fiscales ou déontologiques, n° 2738/1.
- Proposition de loi (Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à créer un régime de sanction pour les intermédiaires financiers et les conseillers fiscaux complices de fraude fiscale, n° 2811/1.

(Continuation).

Audition de :

- M. Benoît Vanderstichelen, président de l'Institut des experts-comptables et conseils fiscaux (IEC);
- M. Jean-Marie Conter, président de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes Agréés (IPCF);
- M. Geert Lenaerts, directeur général, Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes (IPCF);
- M. Werner Heyvaert, administrateur, "Orde van Vlaamse Balies" (OVb);
- Mme Martine Bourmanne, avocate;
- M. Philippe de Mûelenaere, vice-président de la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF);
- M. Michel Vermaerke, administrateur délégué Febelfin;
- M. Thomas Van Rompuy, Chief of Staff, Febelfin;
- M. Rodolphe de Pierpont, Sr Tax Officer, Febelfin;
- M. Jean-Marc Delporte, président du Conseil supérieur des professions économiques (CSPE);
- M. Patrick Cassiman, directeur à la direction régionale de l'Inspection spéciale des Impôts de Bruxelles (ISI);
- M. Michel Claise, juge d'instruction à Bruxelles.
- M. Robert Wttersvulgh, professeur d'économie, Université catholique de Louvain (UCL);
- M. Daniel Kroes, président de l'Institut des Réviseurs d'Entreprise (IRE);
- M. Thierry Dupont, vice-président de l'Institut des Réviseurs d'Entreprise (IRE).

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.

- Les invités ont répondu aux questions des membres après les exposés.

2. Projet de loi modifiant les articles 1er et 5 de la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments, n° 3344/1.

- Rapporteur : M. Steven Vandeput.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat Secrétaire d'Etat à la Régie des bâtiments.
- La discussion a été entamée.
- Un amendement a été déposé par M. Gilkinet.
- Tous les articles du projet de loi ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi qu'une correction légistique technique, a été adopté par 8 voix et 3 abstentions.

3. [Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Prochaine réunion : mardi 11 mars 2014.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

Evaluation de la campagne "BOB".

Audition de :

- Mme Karin Genoe, administrateur délégué de l'Institut belge pour la sécurité routière (IBSR);
- M. Michäel Jonniaux, directeur de la police fédérale des routes;
- M. Jean-Marie Brabant, président de la Commission permanente de la police locale.

- Les invités ont répondu aux questions des membres après les exposés.

➤ **MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Prochaine réunion : mardi 11 mars 2014.

Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 25 FÉVRIER 2014**

Proposition de loi (Katrin Jadin, André Frédéric, Raf Terwingen, Karin Temmerman, Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke, Patrick Dewael, Catherine Fonck) modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, n°s 3273/1 à 3.

Avis de la Communauté germanophone.

Avis du Conseil d'Etat.

- Rapporteurs : M. Luk Van Biesen et Mme Christiane Vienne.
- Exposé introductif de l'auteur principal de la proposition de loi.
- La discussion générale a été clôturée.

Prochaine réunion : mercredi 12 mars 2014.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

1. Avis du Conseil du bien-être animal en exécution de la résolution relative à l'interdiction de toute nouvelle implantation de delphinariums sur le territoire belge et au suivi médical et scientifique du delphinarium de Bruges (DOC 51 1430).

- Exposé introductif par M. Lips, président du Conseil du bien-être animal.
- Echange de vues.

- Exposé introductif de M. Lips, président du Conseil du bien-être animal.
- L'échange de vues a eu lieu.

2. Proposition de loi (Kattrin Jadin, Daniel Bacquelaine, David Clarinval, Valérie De Bue, Valérie Warzée-Caverenne) visant à interdire la fabrication et la commercialisation de tout système répulsif vis-à-vis des jeunes, n° 2799/1.

- Rapporteur : Mme Reinilde Van Moer.
- La discussion a été entamée.

3. [Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Prochaine réunion : mercredi 12 mars 2014.

Commission de suivi "Abus sexuels"

COMMISSION DE SUIVI RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

Président : Mme Karine Lalieux

➤ **MERCREDI 26 FÉVRIER 2014**

1. Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies, 65ème session. Audition du Saint-Siège.
 - Présentation du rapport fait au nom de la délégation de la commission de suivi.
2. Rapport annuel 2013 du Centre d'arbitrage en matière d'abus sexuels.
3. Divers.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Béthune (S)

➤ **JEUDI 27 FÉVRIER 2014**

1. Projet de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, n° 3357/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).
 - Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.
2. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de sécurité sociale, n° 3359/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

3. Projet de loi portant mesures d'optimisation des services de police et modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, n° 3375/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

4. Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, n° 3377/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

5. Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives au régime de pension des travailleurs salariés compte tenu du principe de l'unité de carrière, n° 3378/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

6. Projet de loi modifiant l'article 68, § 3, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, n° 3379/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

7. Projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, n° 3386/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

8. Projet de loi garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier, n° 3387/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

9. Projet de loi portant insertion du livre XI, "Propriété intellectuelle" dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, n° 3391/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

10. Projet de loi portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition, dans le régime de pension des travailleurs salariés, n° 3399/1. Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

11. Projet de loi portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale, n° 3400/1. (Pour mémoire).

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

12. Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 3402/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

13. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 1er mars 2014 au 9 mars 2014.